ANDRÉ MARTY

A LA GLOIRE DES LUTTEURS DE 1907



EDITIONS NORMAN BETHUNE

ANDRÉ MARTY

A LA GLOIRE DES LUTTEURS DE 1907

EDITIONS NORMAN BETHUNE
76, boulevard Saint-Michel
PARIS-6e

A la mémoire de

Cécile BOURREL, 17 ans

Jean RAMON, Secrétaire de la Bourse du Travail

Henri ROUQUIER

DAUPAND

Léon MAIGRET,

Tombés à Narbonne les 19 et 20 juin 1907

Et de tous ceux, civils et soldats,

qui se sont sacrifiés

pour

le Bien du Peuple

et

pour

la République

cet ouvrage est dédié.

Le mouvement de révolte qui souleva en 1907 les paysans des trois départements du Languedoc et de la plaine du Roussillon et qui menaçait de s'étendre aux autres régions viticoles du Midi est la plus puissante action de masse de la paysannerie en France depuis 1789.

Au début de la Révolution française, les serfs avaient brisé le cadre féodal en s'emparant des terres des seigneurs et des couvents ; les assemblées révolutionnaires, en nationalisant les biens des émigrés et les revendant à vil prix aux anciens serfs, n'avaient fait que sanctionner un état de fait.

En 1907, des dizaines de milliers de paysans travailleurs constatèrent dans le Languedoc et le Roussillon que cette terre, acquise et conservée au prix de tant de peine, n'arrivait plus à les nourrir ; le désordre de la société capitaliste le voulait ainsi. Ils se soulevèrent. Durant 6 mois, de semaine en semaine, leur révolte s'élargissait en surface et en profondeur et prenait des formes de plus en plus vigoureuses.

Certains prétendaient que le mouvement n'était pas révolutionnaire. Allons donc ! Certes,

les mots d'ordre en étaient confus. L'influence de quelques gros vinassiers exploiteurs de la terre agissait sur leurs ouvriers et les petits propriétaires. Nous en soulignerons la raison.

Mais la masse des ouvriers agricoles et des paysans travaillant eux-mêmes leur vigne avec leur famille ou avec quelques ouvriers poussait chaque jour plus avant cette révolte grandiose ; ils rompirent avec des méthodes déjà périmées, ils refusèrent de payer l'impôt et, par la rupture des relations administratives avec le pouvoir central, ils accentuèrent leur pression pour assurer leur pain, tandis que les soldats-paysans fraternisaient avec leurs frères et leurs pères.

Ce mouvement, je l'ai vécu, jour par jour, puis heure par heure. Quelques mois auparavant, nous avions avidemment suivi le grandiose mouvement des mineurs du Nord, après la catastrophe de Courrières. 1907 révéla la force irrésistible du mouvement de masse des travailleurs de la terre.

Mais 1907 prit une telle importance parce qu'il détruisit la croyance de beaucoup d'ouvriers et de paysans en l'impossibilité d'un mouvement collectif dans les campagnes.

Comme le soulignait justement le manifeste de fin juin du Parti socialiste :

En secouant les habitudes de passivité, de résignation et de silence, en se groupant, en s'affirmant, les vignerons du Midi ont donné à toute la France paysanne un signal qu'elle comprendra. Bien des méfiances entretenues par la perfidie des

privilégiés entre paysans et ouvriers, s'évanouiront, puisque les travailleurs de la terre, les petits propriétaires, comme les salariés, ont dû recourir pour se sauver aux moyens les plus hardis..... D'un bond, la France paysanne, aiguillonnée par une crise de misère, a rejoint sur les chemins de l'avenir, sur les chemins de la Révolution, la France ouvrière.

Ainsi, 1907 montre aux paysans travailleurs combien est grande leur puissance s'ils savent s'organiser. 1907 leur rappelle aussi la lourde faute qu'ils commirent alors en ne différenciant pas leur action de celle de leurs antagonistes, les gros propriétaires, grands capitalistes en même temps. C'est avec les salariés des campagnes et des villes, que les paysans peuvent et doivent réaliser des alliances solides et fructueuses. C'est avec eux qu'ils peuvent et doivent assurer leur existence en même temps qu'établir et consolider la République.

CAUSES ET DEBUTS DE LA CRISE DE 1907.

Les départements de l'Aude et de l'Hérault, les plaines du Bas-Gard et des Pyrénées-Orientales, sont presque entièrement plantés de vignes. Dès lors, toute crise viticole frappe immédiatement toute la population.

La crise aigüe de 1907 était due à ce que les capitalistes appellent «surproduction». Non qu'il y eût trop de vin, de bon vin, pour les besoins des français. Mais il y avait plus de vin que le marché

n'en pouvait acheter dans le régime actuel. Parce que les travailleurs, la plus grande masse des consommateurs, ne pouvaient en acheter à leur gré (salaires insuffisants).

Il y avait d'abord une crise économique, comme le système capitaliste en subit périodiquement, et ces crises économiques se traduisent par la misère, la sous-consommation des masses, leur impossibilité d'acheter. 1907 fut une année de crise économique du capitalisme, non seulement en France, mais en Angleterre, en Allemagne, et plus encore aux Etats-Unis.

Mais la situation tragique des vignerons avait, en outre, d'autres causes.

Le marché des vins était submergé par la fraude, c'est-à-dire par les vins de sucre et le mouillage. C'était l'oeuvre des gros vinassiers et des gros industriels sucriers du Nord. En 1907, 103.000 tonnes de sucre servirent à fabriquer 8.000.000 d'hectolitres de vin de sucre, c'est-à-dire au moins le quart de la production totale (déclaration de Delaune, député de Lille). Déjà apparaissait le rôle néfaste des trusts, celui du sucre - Lebaudy-Say - préférant fabriquer du vin frelaté que développer la consommation de masse en baissant les prix de vente.

Or, la production moyenne décennale pour la France a été :

Moyenne de 1891 à 1900 = 39.958.000 hectolitres
Moyenne de 1901 à 1910 = 51.824.000 hectolitres
Moyenne de 1911 à 1920 = 45.000.000 hectolitres

Ainsi, depuis la reconstitution du vignoble, ravagé par le phylloxéra vers 1890-1895, la moyenne des quantités produites est allée en augmentant, fait dû évidemment à l'introduction des plants à gros rendement. Voilà pour la «surproduction».

Quant à la fraude, la loi du 28 janvier 1903 avait donné l'essor à une fabrication énorme de vins de sucre.

Aussi, dès les premiers mois de 1904, les cours subirent une baisse très forte. Les vins ne purent se vendre plus de 7 à 11 francs l'hectolitre.

Les cours se stabilisèrent à ce taux inférieur. Aux premiers mois de 1907 la misère était profonde parmi les ouvriers et les paysans-travailleurs des quatre départements viticoles.

A TOUS NOS FRERES DE MISERE

Vous tous qui vivez de la vigne. Debout.
Debout pour l'action.
L'heure des atermoiements est passée.
Il est temps d'en finir.
Demain il serait trop tard.

Vignerons, Ouvriers, Commerçants,
Hauts les coeurs ! !

La victoire est à nous si nous savons nous organiser.
Trêve aux passions politiques.
A l'oeuvre tous pour le salut de la viticulture.

Formons partout des comités locaux, qui fédérés ne formeront qu'un seul bloc.

Bloc intangible de tout un pays qui se meurt, d'un pays qui demande à vivre du produit de son sol.

Pas de Défaillances !

Et tous à la bataille au cri de :

Vive la Viticulture Honnête ! !

Un appel du «Tocsin», journal édité par le Comité d'Argelliers.

Prenons, par exemple, le cas d'un petit propriétaire travaillant sa vigne avec sa famille de 3 personnes. Pour une superficie de 2 hectares, il obtient 200 hectolitres de vin - à condition d'avoir un rendement au-dessus de la moyenne. En prenant un chiffre de vente de 8 francs l'hectolitre (et certains prix tombèrent à 6 francs) cela fait un rapport de 1.600 francs. Si nous en retirons le prix d'entretien du cheval, du sulfatage, des cuves, etc.,la rémunération s'établissait de 800 à 1.000 francs par an. Et cette somme correspondait au travail de 3 personnes !

Or, le paysan doit acheter presque tout dans ce pays de monoculture, même les légumes, et, naturellement, le pain. On voit donc dans quelle terrible situation étaient les petits propriétaires.

Bien heureux encore ceux qui touchaient ces quelques sous ; beaucoup ne trouvaient même pas à vendre leur vin !

Cette situation provoqua évidemment des conséquences encore plus inquiétantes : impossibilité de vendre la terre, impossibilité de l'hypothéquer, car sa valeur tout entière était engagée, épuisement de la fortune mobilière, suppression de crédit chez les fournisseurs. Bientôt il fut même impossible d'emprunter sur la récolte.

Les viticulteurs étaient frappés d'autant plus durement qu'ils produisaient moins.

Les gros propriétaires terriens avaient en effet de grandes caves permettant un stockage interdit aux petits. Leurs ressources placées en banque ou en valeurs industrielles leur permettaient d'échapper aux cours les plus bas.

Au contraire, les petits vignerons, petits et moyens propriétaires, ont en général, les vignes les plus mauvaises pour la culture, soit à cause de leur emplacement, soit à cause de leur morcellement. Ils étaient aussi plus mal placés pour la vinification, car les caves coopératives commençaient à peine à naître.

Les ouvriers agricoles voyaient approcher le chômage par l'impossibilité des gros propriétaires de les payer. Ceux-ci exagéraient d'ailleurs habilement cette menace, très souvent illusoire. Ainsi, ils entraînaient leurs exploités à défendre leurs propres intérêts d'exploiteurs. Le syndicalisme agricole se développait à ce moment et c'était un

moyen excellent pour les gros propriétaires de combattre l'action de classe de la C.G.T.

L'industrie, alors peu importante de ces départements (le Haut-Gard, Graissessac, Cette et Béziers exceptés), reposait presque entièrement sur la viticulture : tonnellerie, transports, dockers, petite mécanique. Les ouvriers industriels étaient donc menacés dans la crise exactement comme les agricoles.

De même pour tout le petit commerce.

Les spectres d'une misère accrue et même de la famine apparaissaient.

Telles furent les causes du formidable mouvement de révolte de 1907.

LES PREMIERES MANIFESTATIONS

En 1907, avec un étonnant instinct de classe, un noyau de paysans-travailleurs ne s'en tenant pas seulement aux campagnes électorales prit l'initiative d'une action directe de masse pour obliger l'Etat à prendre des mesures contre la crise viticole autant que le lui permettait le régime de production capitaliste.

Le 11 mars 1907, une centaine de paysans-travailleurs de la commune d'Argelliers (Aude), voisine à la fois du Narbonnais et du Biterrois, se rendirent en cortège à Narbonne pour exiger d'être entendus par la commission d'enquête parlementaire sur la crise viticole. Ils déposèrent longuement. Encouragés par cette manifestation, ils commencèrent

une tournée dans les villages environnants. Partout, accueil enthousiaste. Aussi, quelques jours après, ils décidèrent la création d'un Comité central de défense viticole. Ce fut le fameux comité d'Argelliers.

LE REDEMPTEUR

Le président en était un petit propriétaire, Marcellin Albert, qui avait pris l'initiative de la délégation à Narbonne.

Depuis 1900, Albert ne cessait de faire des conférences sur la situation de la viticulture. Il commença à être écouté en 1903. En juin 1905, il recueillit un nombre important de signatures, au bas d'une pétition dont il eût l'initiative et ainsi conçue :

Les soussignés décidés à poursuivre leurs justes revendications jusqu'au bout, se mettent en grève contre l'impôt, demandent la démission de tous les corps élus, et engagent toutes les communes du Midi et de l'Algérie à suivre leur exemple. aux cris de : Vive le vin naturel ! A bas les empoisonneurs !

En dépit de l'erreur de relier, d'expliquer la crise viticole uniquement par la fraude, qui n'en était qu'une des causes, et en dépit d'une insuffisance d'explications sur les autres causes (mévente par sous-consommation, impôts, frais de transports), les mots d'ordre d'action entraînèrent à la lutte des masses énormes.

La manifestation du 11 mars fut pour Marcellin Albert, le commencement d'une popularité qui devait devenir formidable.

Albert était un brave travailleur, un «bon républicain», comme on dit là-bas, «libre penseur», et naturellement ignorant tout du mouvement social. Je le vis à la manifestation de Perpignan le 19 mai, en tête comme toujours, du comité d'Argelliers, dont il était le président, entouré aussi, comme toujours, d'une délégation de son village. Maigre, grave, le regard fixe, il marchait droit, comme pénétré d'une tâche sublime. Sa popularité grandit rapidement. Jusqu'au 22 juin, il symbolisa véritablement le mouvement. Parlant par images, parfois par paraboles, pas toujours comprises, il faisait néanmoins accepter par tempêtes d'acclamations, des méthodes d'action de plus en plus vigoureuses.

Pour des centaines de milliers de travailleurs, il était celui qui allait les tirer de leur misère : il était le «Rédempteur».

En réalité, c'était beaucoup plus un prophète, prêchant la guerre sainte qu'un leader révolutionnaire.

Au début, il fut véritablement l'âme de la révolte ; mais, rapidement, les événements le débordèrent. Qui n'avance pas dans le mouvement révolutionnaire, recule. Les masses paysannes soulevées dès la mi-juin l'avaient dépassé sans qu'il s'en aperçut.

Il suffit dès lors d'une canaillerie de basse police de Clémenceau pour briser en 48 heures une

popularité formidable, qui, si elle en avait fait bénéficier une organisation de classe, aurait eu des conséquences incalculables pour la paysannerie laborieuse du Midi, et pour toute la paysannerie française.

LE TOCSIN

Le comité d'Argelliers eut un organe hebdomadaire : Le Tocsin. Dans son numéro du 21 avril 1907, il définit ainsi sa ligne politique :

QUI NOUS SOMMES ?

Nous sommes ceux qui travaillent et qui n'ont pas le sou ; nous sommes les proprios décavés ou ruinés, les ouvriers sans travail ou peu s'en faut, les commerçants dans la purée ou aux abois.

NOUS SOMMES CEUX QUI CREVENT DE FAIM

Nous sommes ceux qui ont du vin à vendre et qui ne trouvent pas toujours à le donner ; nous sommes ceux qui ont des bras à louer et qui ne peuvent guère les employer ; nous sommes ceux qui n'ont des marchandises que pour manquer d'acheteurs.

NOUS SOMMES CEUX QUI CREVENT DE FAIM

Nous sommes ceux qui sont endettés, les uns jusqu'au cou, les autres par-dessus la tête, tous ceux qui paient mal et tous ceux qui ne paient plus ; nous sommes ceux qui ont encore quelque crédit, ceux qui n'en ont guère et ceux qui n'en ont pas.

NOUS SOMMES CEUX QUI CREVENT DE FAIM

Nous sommes ceux qui doivent partout : au boulanger, à l'épicier, au percepteur et au cordonnier : ceux que poursuivent les créanciers ; ceux

que relancent les huissiers et ceux que traquent les collecteurs d'impôts. Nous sommes ceux qui voudraient vivre en honnêtes gens et qui sont acculés aux expédients et à la misère.

NOUS SOMMES CEUX QUI CREVENT DE FAIM

Nous sommes ceux qui aiment la République, ceux qui la détestent et ceux qui s'en foutent ; nous sommes ses ardents défenseurs et ses adversaires déclarés ; radicaux ou conservateurs modérés ou syndicalistes, socialistes ou réactionnaires, nous sommes ceux qui ont leur jugeotte et aussi leurs opinions, mais nous avons un ventre,

NOUS SOMMES CEUX QUI CREVENT DE FAIM

Nous sommes des miséreux, des miséreux qui ont femmes et enfants et qui ne peuvent pas vivre de l'air du temps ; nous sommes ceux qui ont des vignes au soleil et des outils au bout des bras, ceux qui veulent manger en travaillant et ceux qui ont droit à la vie.

NOUS SOMMES CEUX QUI NE VEULENT PLUS CREVER DE FAIM

LES GUEUX SE LEVENT

Le 31 mars, eut lieu le premier de ces meetings viticoles qui, peu à peu allaient devenir de grandioses mouvements de masse. Il se tint à Bize (Aude) ; 400 à 500 ouvriers agricoles et petits propriétaires des localités d'Argelliers, Sallebe et Mirepeisset y assistèrent. Désormais, chaque dimanche, des meetings furent tenus, s'élargissant sans cesse :

1.000 manifestants à Ouveillan (7 avril).
7.000 à Coursan (14 avril).
12.000 à Capestang (21 avril).

Le meeting de Lézignan prit déjà une importance particulière ; il groupa 15.000 manifestants (28 avril) venus de 30 communes, en majorité des arrondissements de Carcassonne et de Narbonne. Mais déjà les Pyrénées-Orientales et l'Hérault avaient envoyé des délégations.

Mais ce fut le 5 mai à Narbonne que se tint le premier de ces formidables meetings, qui, en groupant des masses de plus en plus grandes d'ouvriers et de paysans travailleurs, allaient transformer le petit mouvement de protestation d'Argelliers en un véritable soulèvement général des travailleurs de la terre. Le mauvais temps avait fait rage toute la nuit et la matinée. Et malgré cela, d'innombrables délégations s'étaient mises en route, et beaucoup depuis la veille, en charettes ou à pied. Certains villages du Narbonnais étaient complètement déserts. Le chiffre de 45.000 manifestants n'est certainement pas exagéré.

Les délégués de chaque commune défilaient derrière les tambours et les clairons de leur village. Ils étaient presque tous précédés du drapeau de la mairie cravaté de crêpe. Chaque délégation arborait des pancartes portées en général par des jeunes filles : « Mort aux fraudeurs ! Debout pour combattre la fraude ! Le sucre, voilà l'ennemi ! ».

On portait aussi des potences avec, pendu, un fraudeur ou une betterave ; de petites guillotines

même ponctuaient ces appels contre la fraude des vins. L'Hérault et l'Aude portaient souvent un quignon de pain sur la pancarte « Lou dernié croustet », ceux de Siran (Hérault) : « Siran me fas en pas baisé » ; ceux de Nizas : « Nizas ! me cal nourri la nisado ! ».

Mais le sens de classe n'était pas exclu : « Pas de revenus ! Pas d'impôts ! », soulignait Baixas (Pyrénées-Orientales) dont les délégués passaient poches retournées.

« La fam fa saille all llupp dal bosc » (La faim fait sortir le loup du bois) et « Vivre en travaillant ou mourir en combattant ! ».

Les drapeaux tricolores des communes flottaient au-dessus du cortège, mais aussi pointaient de part et d'autre, quelques drapeaux rouges des syndicats ouvriers.

Les manifestants défilaient en général sans cris, sans chants dans un calme absolu. Aussitôt après le défilé commençait le meeting.

Albert parlait dans un déchaînement inouï d'enthousiasme, malgré que bien peu d'auditeurs fûssent assez près de l'estrade pour l'entendre. Il exposait les causes de la mévente des vins, puis la misère des viticulteurs. Il lançait ensuite l'appel au gouvernement pour porter remède à la crise, et terminait par un appel à l'union sans distinction de parti.

Le meeting terminé, une délégation se rendait à la mairie, un comité de défense viticole était constitué et les revendications arrêtées.

Après Narbonne, ces assemblées devinrent

rapidement des manifestations formidables.

Béziers, au centre de la région viticole réunit le 12 mai 120.000 manifestants. Il y en eut 170.000 à Perpignan le 19, 270.000 à Carcassonne le 26, 150.000 à Nîmes le 2 juin. Le 9 enfin, ce fut la formidable vague de Montpellier où se concentrèrent 500.000 manifestants. Ce chiffre est énorme. Il n'est cependant pas exagéré. Les manifestants jouissaient en effet de réductions de tarifs de chemin de fer les trains se succédaient à quelques minutes d'intervalle. On ne payait d'ailleurs pas. Très souvent, les gares étaient envahies et les trains pris d'assaut. Beaucoup de travailleurs venaient aussi avec leurs moyens de locomotion. Enfin, de gros propriétaires n'hésitaient pas à payer les frais de transport à leurs ouvriers. Dans ces conditions, la concentration était facilitée ; chaque meeting élargissait le suivant à un plus grand nombre de manifestants. Et ainsi s'explique la manifestation monstre de Montpellier.

Quelle plus belle peinture de l'âme des manifestants que celle de Jules Rivals, de Carcassonne?

C'est une armée terrienne qui défila le 19 mai, dans l'inoubliable manifestation de Perpignan, la plus forte et la plus belle, à mon sens, de toutes celles qui avaient eu lieu et qui suivirent, sauf celle de Montpellier, et même on peut dire que l'une et l'autre n'eurent pas le même caractère : à Montpellier, ce fut la grande fête de la fédération : à Perpignan, ceux d'Argelliers entraînèrent les forces

de guerre de la révolution des gueux ; les manifestations prirent leur caractère d'extraordinaire force et d'extraordinaire fierté.

Le respect, la dignité d'allure, le silence furent imposés au cortège des cent quatre-vingt mille manifestants ; le pavé sonnait sous le pas énergique et cadencé de quatre-vingt mille travailleurs hâlés, bronzés, ayant gardé de la proximité des frontières la hautaine fierté espagnole et le dur fatalisme des Maures, véritable infanterie terrienne digne de celle dont parle Bossuet dans son oraison funèbre du prince de Condé.

Les communes se succédaient avec leurs drapeaux, et leurs bannières et je revois encore ces trois belles catalanes de Millas à la figure sculptée dans le marbre latin, vêtues de noir, la poitrine barrée de l'écharpe rouge, le bonnet national fièrement dressé sur leur chevelure brune, chacune un drapeau à la main, véritables déesses qui symbolisaient la force du peuple, le charme de la femme, et la République elle-même ; un souffle vivifiant se dégageait du cortège et ce souffle était celui de l'idéal.

Après une journée d'enthousiasme, nous étions tous couchés dans les rues, épars sur le seuil des portes, sur les trottoirs, étendus sur la voie publique, lorsque vers minuit, une rumeur précédée d'une grande clarté, nous éveilla et secoua notre torpeur. Un chant montait dans la nuit, chant qui avait soulevé les volontaires de 92 et qui nous mit

sur pieds : « La victoire en chantant, nous ouvre la carrière », chanté par cent charretiers de Perpignan portant au bout de leurs bras des torches et des drapeaux. Qui n'a pas entendu, dans les rues étroites et sombres de cette ville de guerre, ces strophes enflammées sortant des poitrines de jeunes hommes robustes et forts, faisant vibrer et frissonner les vieilles toitures de la gardienne des Pyrénées, à la lueur des flambeaux, dans le reflet sanglant des drapeaux, n'a pas compris ce qu'était la levée en masse pour la patrie et n'a pas senti passer sur son front le souffle dominateur de la révolution.

A noter un fait capital, brillamment relevé dans le récit précédent : le rôle extraordinaire des femmes en 1907. En tête de toutes les manifestations, portant les drapeaux, et les protégeant, marchaient en effet les femmes des villages. Car ce fut un trait dominant de ce grandiose mouvement : les femmes étaient aux premiers rangs et les plus acharnées.

Lorsque les percepteurs d'impôts étaient chassés de Coursan ou de Baixas, lorsque des agents provocateurs du ministère de l'Intérieur étaient assommés, c'étaient les femmes qui donnaient les premiers coups. Parce qu'elles étaient celles qui voyaient entrer la misère dans le foyer, parce qu'elles étaient celles qui voyaient mourir leurs enfants de faim, et parce qu'elles étaient celles qui ne voyaient pas de lendemain, elles voulaient « que çà change ».

Elles étaient révolutionnaires. Et le disaient : l'immense majorité de celles qui portaient le drapeau tricolore en tête des délégués de la commune, arbo-

raient en sautoir l'écharpe rouge ; elles se proclamaient révolutionnaires. Elles le sont restées.

ACTION CONVERGENTE D'INTERETS DIVERGENTS

Mais il est évident que le mouvement ne pouvait plus se borner à ces démonstrations paisibles. Sous l'aiguillon de la misère, et devant l'indifférence du gouvernement, les « gueux » passaient à d'autres méthodes.

Le comité d'Argelliers qui restait toujours le Comité central de défense viticole, était sans cesse poussé en avant par la masse qu'il avait déchaînée.

Marcellin Albert n'avait cessé de rester sur un terrain économiquement « neutre ». « Pas de politique! Pas de jalousie! Tous au drapeau! » (de défense viticole), répétait-il sans cesse, utopiquement. Il était évident cependant que cette formule était inapplicable et que les intérêts divergents des diverses classes allaient se heurter au sein du comité, reflétant les courants de la masse.

Deux tendances allaient d'abord collaborer, celle des gros propriétaires soucieux comme nous l'avons dit, d'utiliser la crise pour diminuer leurs charges (Cathala, etc.) ; « réactionnaires », ils saisirent aussi cette occasion d'attaquer le gouvernement radical de Clémenceau, dans lequel ils visaient surtout les timides projets d'impôts sur le revenu. D'autre part, les socialistes représentant à la fois et la classe ouvrière et la petite paysannerie poussaient aussi vigoureusement à l'action contre les

méthodes répressives du gouvernement Clémenceau (Gleizes, Bourges, Bernard au sein du comité), le docteur Ferroul, maire socialiste de Narbonne, devait rapidement s'élever au premier plan et, quoique restant au comité à côté d'Albert, il devint rapidement le véritable chef du mouvement.

Dès le 2 juin, le Conseil national du Parti socialiste avait apporté sa solidarité aux travailleurs des régions en lutte.

Fin juin, la C.A.P. et le groupe parlementaire l'affirmèrent à nouveau dans un *Manifeste aux travailleurs de France :*

La crise du Midi manifeste une fois de plus la puissance de détresse et de désordre de la société bourgeoise. Des vignerons qui cultivent sous un soleil généreux une terre féconde sont acculés par milliers à la misère et au désespoir ... Ainsi, a pu se former dans le Midi depuis des années par l'anarchie économique prolongée, par la grande incurie, et sans que l'organisme social ait été averti à temps un abcès profond de misère et de révolte ...

Précisant le rôle du prolétariat dans la crise, le manifeste justifie la participation des salariés à cette révolte de la misère méridionale.

Mais il leur demande d'abord :

..... ne pas s'exposer à perdre un instant dans le mouvement de protestation qui a rapproché momentanément les classes, la nette et vigoureuse conscience de leur durable antagonisme.

Et pour cela :

..... s'organiser dans leurs comités politiques

socialistes et dans leurs syndicats professionnels.

Il souligne ensuite pour eux la nécessité de :

... démontrer à tous les producteurs le vice profond de la société bourgeoise.

Les syndicats d'ouvriers (industriels et agricoles) jouèrent d'ailleurs un rôle important, appuyés sur leurs Bourses du travail, par leur action incessante contre le « gouvernement de fusilleurs » Clémenceau. Ils furent le ferment qui poussa vigoureusement à l'action directe. Mais il faut souligner que Ferroul empêcha au dernier moment la venue de Griffuelhes (secrétaire de la C.G.T.).

Enfin, toute la petite bourgeoisie radicale, les « bons républicains », fut d'abord en plein dans le mouvement. Ses élus et ses conseils municipaux le montrèrent. Mais la pression gouvernementale (Clémenceau) arriva à les freiner. Ils en vinrent même à saboter le mouvement, surtout après le 20 juin et la révolte du 17e. Mais au début de juin, ils étaient entièrement emportés par le flot.

LEVEE REVOLUTIONNAIRE

Le mouvement prenait d'ailleurs par l'action directe des masses une orientation révolutionnaire.

La première forme d'action fut la grève de l'impôt.

Elle était naturellement très populaire dans toutes les couches de la population, gros propriétaires compris. Albert l'avait préconisée dans sa pétition en 1905. Déjà, en 1906, elle avait éclaté à Baixas (Pyrénées-Orientales), où 400 saisies prononcées ne purent avoir lieu, tout le village s'y étant opposé. Plusieurs villages du Narbonnais imitèrent Baixas entre autres Coursan, où, en décembre, le percepteur et les gendarmes furent obligés de se retirer. Dès le début des manifestations, la grève de l'impôt devint un mot d'ordre extrêmement populaire. Les délégations de Baixas et de Coursan défilaient à la place d'honneur, en tête des cortèges. Des villages s'engageaient solennellement à chasser les agents du fisc. Le 14 mai, le percepteur du canton de Coursan, passant en inspection à Cuxac-d'Aude, avait été expulsé du village par la population. Les incidents se multipliaient.

Dès lors, c'est dans le plus grand enthousiasme

que le 12 mai, au meeting de Béziers, est lancé l'ultimatum au gouvernement :

Si, à la date du 10 juin, il n'a pas pris les mesures nécessaires pour faire cesser la crise..., la grève des contribuables sera proclamée.

Bien avant d'atteindre la date fixée, elle était déjà entrée dans la réalité.

En même temps que la grève de l'impôt, fut lancée l'idée de la démission des corps élus. La plus intense propagande appuyait ce second mot d'ordre. Le 9 juin, au meeting de Montpellier, Marcellin Albert décrétait solennellement avec la grève de l'impôt *la démission des municipalités.* Le 10 juin, une circulaire du comité d'Argelliers précisait :

Donc, le 10 juin, les fédérés n'ont plus à payer l'impôt direct et dans chaque commune sans exception les municipalités, maire, adjoints et conseillers municipaux dans un délai de 3 jours francs qui expirent le 12 juin à minuit, doivent adresser par lettre recommandée au préfet de leur département, une démission collective.

La circulaire précisait que :

Toutes les autres questions urgentes seront solutionnées dans chaque commune par le comité de défense viticole et sous sa responsabilité.

Le lendemain, le comité précisait que les commissions administratives nommées par le préfet ne seraient pas reçues dans les mairies.

Le 13 juin, 331 conseils municipaux avaient donné leur démission.

Dans l'Aude, il y en avait 219 sur un total de 439.

Dans l'Hérault, 124 sur 340.
Dans les Pyrénées-Orientales, 75 sur 232.
Et dans le Gard, 27 sur 351.

La rupture était totale avec le pouvoir d'Etat.

Le 15 juin, le comité d'Argelliers décidait la constitution de fédérations départementales qui, sous sa direction, constitueraient une conférence générale. Les paysans-travailleurs se préparaient à entrer en lutte ouverte avec le gouvernement.

LES SOLDATS AVEC LES TRAVAILLEURS

Leurs forces pouvaient d'ailleurs compter sur une grande partie de l'armée ; les régiments en garnison dans le Midi étaient en effet recrutés régionalement. Les soldats formaient corps avec la population au milieu de laquelle ils vivaient, parlaient ses patois, vivaient ses misères, ressentaient ses souffrances. Ils partageaient ses colères et ses enthousiasmes. Et, de leur côté, les paysans travailleurs ne les oubliaient pas : « Vin aux soldats ! » portaient les pancartes des manifestants.

En toute occasion, ouvriers, paysans et surtout les femmes expliquaient aux soldats les buts du mouvement et les appelaient à fraterniser avec le peuple.

Or, depuis le 19 mai, les mesures d'ordre étaient de plus en plus sévères. Des troupes de la région lyonnaise, surtout de cavalerie, ne cessaient d'arriver. Les soldats commencèrent à protester contre leur consigne tous les samedis et dimanches.

Dans les casernes les incidents se multipliaient. C'est au chant de l'*Internationale* qu'ils avaient lieu.

Déjà, le 9 juin, les soldats du 100e d'infanterie, montés sur les toits de la caserne qui domine la voie ferrée Narbonne-Perpignan, acclamaient les manifestants revenant de Montpellier. Vers 9 heures du soir, les officiers de garde furent hués, l'*Internationale* retentit et les sous-officiers et soldats manifestèrent jusqu'à 11 heures.

Le 13, en toute hâte, le régiment avait dû être envoyé au camp de Larzac.

Il en avait été de même du 12e à Perpignan.

LA BATAILLE

Mi-juin, les autres départements viticoles commençaient d'ailleurs à s'agiter. Le gouvernement radical de Clémenceau commença alors à s'inquiéter sérieusement de la répression en guise de solution de la crise.

Il accumula gendarmerie, police et troupe du Centre et du Lyonnais dans la région viticole. En même temps, il commençait à retirer les régiments à recrutement régional. Il négociait avec les maires pour leur faire reprendre leur démission.

Mi-juin il était prêt. Alors, ordre fut donné d'arrêter le comité d'Argelliers et le docteur Ferroul. Clémenceau se démasquait et cherchait la bataille. Il l'eût !

Le parquet de Montpellier signait le 13 juin

un mandat d'amener contre Marcellin Albert, le comité d'Argelliers et le docteur Ferroul pour « avoir par leurs excitations et leurs discours provoqué à la révolte ».

Le prétexte était la mise au pillage de plusieurs postes de police à Béziers lors de la manifestation du 16 mai. Mais la riposte se préparait.

Dès le 16 juin, toute la population était sur pied dans les localités intéressées. C'est avec les plus grandes difficultés que le docteur Ferroul put être arrêté à Narbonne le 19, à 4 heures du matin. Il fallut l'appui des 7e et 10e cuirassiers formant l'effectif d'un régiment, et d'une compagnie du 139e. Avec encore plus de difficultés, à cause de la rupture des ponts et des barricades, 370 gendarmes et le 13e chasseurs à cheval arrêtèrent à Argelliers les membres du comité : Cabanes, Bourgès et le docteur Sainty. Les autres membres, Bernard, Cathala et Richard se constituèrent prisonniers à Montpellier. Marcellin Albert s'était mis à l'abri.

Dès que les arrestations furent connues, ce fut une colère terrible chez les « gueux ». Elle commença par une véritable chasse à tout ce qui ressemblait à un policier. Les gendarmes et les officiers sont menacés et insultés, assaillis en toute occasion. Les soldats d'infanterie acclamés. La foule leur crie : « crosse en l'air, tirez sur vos officiers ». Mais les cavaliers sont sifflés et hués.

Dès le soir du 19 juin, les barricades commencent à se dresser à Narbonne. La sous-préfec-

ture est assaillie par 2.000 manifestants, un bataillon du 139e a peine à se défendre. Il fallut l'intervention du 80e pour le dégager. Pendant ce temps, tout le 10e cuirassier chargeait sur le boulevard Gambetta. Les cavaliers devaient franchir des barricades, tandis que des tonneaux étaient lancés sur les chevaux qui s'écroulaient. Le 1er escadron à peu près hors de combat dut être relevé. Alors, les cuirassiers ouvrirent le feu sur les maisons. Ramon, ancien secrétaire adjoint de la Bourse du travail, est tué. Granger et la fille de Ramon, âgée de 22 ans et mère de famille, grièvement blessée.

Alors, ce fut une colère terrible. Suivant le procédé policier classique, Clémenceau était sûr d'avoir sa flaque de sang. Au début de l'après-midi du 20 juin à Narbonne, le commissaire Guillaume et les agents de la Sûreté Ponce et Grossot, furent assaillis et roués de coups. Ce dernier fut jeté dans le canal. Des passants l'en retirèrent et le menèrent, malgré la foule qui le frappait, à l'hôtel de ville, gardé par un détachement du 139e. Ces soldats, originaires du Cantal, étaient arrivés depuis 48 heures, harassés du voyage et des gardes. Un peloton d'armes encadre le perron de l'hôtel de ville, baionnette au canon. Ils se croient attaqués à la vue de la foule qui poursuit l'agent de la Sûreté. Un policier tire un coup de revolver, aussitôt les soldats tirent. Quatre morts, une dizaine de blessés jonchent le sol. Parmi les morts, une jeune fille de 17 ans, Cécile Bourel.

Naturellement les violences du 19 juin à Narbonne contribuèrent à soulever encore dans toute la

région l'indignation provoquée par les arrestations. Il me souvient encore de la haine qui animait les travailleurs contre le gouvernement et ses agents de répression. Nos veines bouillonaient. Le soir du 20, la préfecture de Perpignan, prise d'assaut, brûlait. Et l'esprit de révolte était tel qu'il me souvient encore d'avoir réclamé le dépavage de la rue pour être prêt à attendre le choc du 24e colonial. La préfecture fut envahie, le feu mis au grand salon, le préfet - Dautresme - était caché dans les combles avec le commissaire spécial ; s'il avait été découvert, il eût été lynché.

A Montpellier, pendant quatre jours, du 19 au 22 juin, les bagarres se déroulèrent, tandis que les charges de cavaliers se heurtaient à des barricades et aux fils de fer tendus en travers des boulevards.

LA MUTINERIE DU 17me

Et c'est alors qu'éclata comme un coup de foudre la mutinerie du 17e d'Infanterie.

Précisément, les réservistes étaient appelés pour 28 jours.

L'agitation était telle parmi les soldats du 17e d'infanterie en garnison à Béziers, que l'état-major s'efforçait à tout prix de les éloigner de la ville où les syndicats menaient une active propagande de fraternisation. Le départ pour les manoeuvres était décidé pour le 3 juin. Mais il dut être remis à plusieurs reprises tant était grande l'excitation des soldats, qui ne voulaient pas quitter la ville. Ce

n'est que dans la nuit du 18 au 19 juin qu'à 2 heures du matin, deux bataillons partirent pour Agde pour y effectuer les tirs de guerre. Encore fallut-il toute la gendarmerie de Béziers pour contenir la foule qui entourait la citadelle, s'efforçant d'empêcher le départ.

A la nouvelle des bagarres du 19 juin à Narbonne, bien des soldats déclaraient qu'il fallait « aller défendre les nôtres qu'on assassine ». Le soir du 20, une patrouille de gendarmes, ramenant à la caserne des retardataires, provoqua le premier incident.

Le clairon sonne l'alerte générale, les soldats s'arment, pillent la poudrerie, se forment en colonne et marchent sur Béziers. Ils sont environ 500 hommes. C'est un caporal qui commande.

A 4 heures du matin, on aperçut au loin le général Lacroisade et un piquet d'escorte. Les clairons sonnent « cavalerie en avant ». La compagnie de tête se déploie en tirailleurs et ouvre le feu.

Alors, le général envoie un parlementaire. Refus de discuter. Six compagnies du 81e barrent la route. Mais les mutins sont résolus. Un ordre, le 81e recule, laisse le champ libre. Dès que le peloton de tête arrive à hauteur du général, celui-ci se dresse sur ses étriers : « Soldats .... » Il n'est plus entendu. Sur un ordre du caporal commandant les mutins, tambours et clairons retentissent. On n'entend pas le général ! Le 17e passe. Il entre triomphalement dans Béziers à 7 heures, musique en tête et crosse en l'air. Il campe sur les allées Paul

Riquet, où la population acclame et ravitaille les mutins. La gendarmerie approchant est reçue par plusieurs feux de salve. Elle se retire.

Dans la nuit, la nouvelle de la révolte avait atteint Lodève où le 142e était alerté. Il faut trois heures pour former le train. Pendant ce temps, 3.000 travailleurs, accourus à Paulhan, des communes voisines, cheminots et paysans déboulonnaient les rails de la voie ferrée et arrêtaient le 142e qui était transporté à Vias pour arrêter la mar- du 17e sur Béziers. Le colonel dut accepter de faire retourner le régiment dans sa garnison. Le sous-préfet de Lodève accourt, il est arrêté par les manifestants.

L'effet fut énorme dans toute la France. C'est d'alors que date l'hymne au 17e, un des chants les plus populaires des travailleurs.

... ...

On ne doit pas tuer ses père et mère
Pour les grands qui sont au pouvoir
Soldats votre conscience est nette
On n'se tue pas entre Français.
Refusant d'rougir vos baionnettes
Petits soldats, oui, vous avez bien fait.

Salut, salut à vous,
Braves soldats du dix- septième
Salut braves pioupious
Chacun vous admire et vous aime
Salut, salut à vous,
A votre geste magnifique,
Vous auriez en tirant sur nous
Assassiné la République !

Comm'les autres vous aimez la France
J'en suis sûr même vous l'aimez bien
Mais sous votre pantalon garance
Vous êtes restés des citoyens.
La Patrie c'est d'abord sa mère,
Celle qui vous a donné le sein,
Et vaut mieux même aller aux galères
Que d'accepter d'être un assassin.

... .

LE POINT CRITIQUE

Mais la mutinerie du 17e fut le point critique du mouvement. A ce moment décisif de la grandiose révolte du Midi les intérêts vitaux des gros capitalistes étaient directement en cause. Il est clair que le mouvement ouvrier, les paysans pauvres, les paysans soldats commençaient à dominer le mouvement. Dès lors, les gros propriétaires n'acceptaient plus de mettre en péril leurs intérêts. L'aile opportuniste du Parti socialiste était déjà capitularde. Gros propriétaires réactionnaires et socialistes opportunistes ne pouvaient admettre le geste du 17e.

Les uns et les autres ne cherchèrent donc plus qu'à empêcher le mouvement de s'accentuer dans la lutte pour les véritables intérêts des vignerons. Devant le danger, le bloc de classe se reconstitua des gros propriétaires « réactionnaires » aux socialistes opportunistes en passant par les radi-

caux. Le « pas de politique » de Marcellin Albert allait servir à protéger les intérêts des gros.

Le comité de défense viticole de Béziers exprima nettement ces intérêts en intervenant pour faire rentrer à la citadelle les mutins du 17e, après promesse du général Bailloud, qu'aucune sanction ne serait prise. Première réponse : dès le 23, il était envoyé à Gap puis à Gafsa en Tunisie.

La mutinerie du 17e eut cependant une profonde répercussion dans les milieux ouvriers. La fraction révolutionnaire du Parti socialiste et la C.G.T. l'approuvèrent hautement. Et l'enthousiasme qu'elle provoqua dans tout le prolétariat vint encore montrer le danger aux diverses couches de la grande bourgeoisie méridionale en effrayant la petite bourgeoisie. D'où ses efforts pour freiner rapidement la révolte des viticulteurs.[3]

LE TRAQUENARD DE CLEMENCEAU

Un coup de théâtre devait contribuer puissamment à jeter le trouble dans les esprits et faciliter le sabotage du mouvement.

Marcellin Albert, qui avait échappé à l'arrestation, s'était présenté le 23 juin à Clémenceau à Paris.

Le petit paysan, confiant en « la justice de la cause des gueux », était venu naïvement jeter un dernier appel au chef du gouvernement avant d'aller en prison. A ses premiers mots, Clémenceau avait répondu par des reproches sévères. Il avait

souligné la gravité du geste du 17e, présenté comme la conséquence de l'agitation du comité d'Argelliers. L'honnête Marcellin Albert se laissa prendre. Son mot d'ordre « Pas de politique » le livrait sans défense au chef d'un gouvernement ennemi des travailleurs. Il accepta de s'efforcer de ramener le calme Au moment de quitter le cabinet de Clémenceau, il s'aperçut qu'il n'avait même pas la somme nécessaire pour payer son voyage de retour. Alors Clémenceau lui donna 100 francs.

Et, tandis que le petit paysan naïf repartait pour Narbonne, le président du Conseil annonça par la presse le repentir du chef des « gueux » et soulignait qu'il lui avait remis 100 francs. Canaillerie qui montre la bassesse des moyens de la classe au pouvoir. Puisse cette terrible leçon servir désormais aux paysans travailleurs comme aux ouvriers.

Marcellin Albert était à jamais discrédité. Il était un vendu. L'effet fut immédiat. On se détournait de lui, même à Argelliers. Il rendit compte de son entrevue avec Clémenceau le 25, devant 2.000 auditeurs, sans un seul applaudissements.

Le 26 juin, entrait à la prison de Montpellier, sans un seul incident cet homme dont, huit jours auparavant, l'arrestation eût déchaîné l'insurrection du Midi viticole !

RESULTATS ET AVENIR

D'ailleurs, sous la formidable poussée des viticulteurs, le Parlement se hâtait de voter, le 29 juin, une nouvelle loi contre la fraude. Ses principales dispositions étaient :

1° Déclaration des récoltes ;

2° Surtaxe de 40 francs sur les sucres employés au sucrage du vin ;

3° Déclaration préalable par leurs fabricants des vins de sucre ;

4° Déclaration de vente des sucres au-dessus de 25 kilos ;

5° Droit au syndicat de se porter partie civile.

La détente commençait devant ces premiers résultats.

La démission des corps élus fut peu à peu retirée.

A la fin du mois, une délégation des conseils généraux des trois départements obtenait, en échange de la reprise des démissions, le retrait des troupes qui occupaient toujours le Midi, et la libération des prisonniers (celle-ci eut lieu le 2 août).

Fin août, le gouvernement, pour obtenir l'apaisement qui venait lentement, décida des mesures spéciales d'exonération d'impôts :

Remise entière des impôts pour les arriérés de 1904 et de 1905.

Pour 1906, remise totale était faite aux contribuables ne pouvant pas payer le fisc. Un délai était

accordé à ceux qui, versant un acompte, feraient la preuve de leurs difficultés.

Dès lors, les démissions collectives et individuelles furent reprises à peu près entièrement. Le mouvement était définitivement calmé.

LA C.G.V.
CONFEDERATION GENERALE DES VIGNERONS

Les remises d'impôts furent les résultats essentiels pour le présent ; la loi sur la fraude fut une garantie pour l'avenir - relative en régime capitaliste. Résultats importants que la force et l'action directe des viticulteurs imposèrent, seules au Parlement et au gouvernement.

Sous l'impulsion du Parti socialiste, les coopératives de vinification commencèrent à se développer.

Socialistes et syndicalistes, tirant les conséquences de la crise, donnèrent aussi une impulsion active à la création des syndicats d'ouvriers agricoles.

Mais le Parti socialiste ne sut même pas appliquer son manifeste de fin juin et créer une organisation de classe des paysans travailleurs. Bien au contraire, Ferroul, patronna aussitôt après sa libération de prison la création de la Confédération générale des vignerons, dont les statuts furent établis le 8 août par le Comité interdépartemental viticole. Et cependant la C.G.V. est, de par ses statuts même, un organisme antidémocrate mettant les

intérêts des viticulteurs pauvres et moyens entre les mains de leurs ennemis, les gros propriétaires.

L'article 5 des statuts admet en effet au syndicat :

a) Les propriétaires récoltants ;

b) Les ouvriers agricoles ;

c) Les négociants et commerçants en vins ;

d) Les membres des professions annexes concourant à la récolte et à la vente du vin.

L'article 14 donne un pouvoir extraordinaire aux gros propriétaires. En effet, il stipule :

Tous les membres de la section communale disposent d'une voix :

Les adhérents récoltants disposeront en plus par hectares plantés en vignes :

Jusqu'à 5 hectares ... 1 voix
De 5 à 10 hectares ... 2 voix
De 10 à 30 hectares ... 3 voix
De 30 à 50 hectares ... 4 voix
De 50 et au-dessus ... 5 voix

A ce nombre de voix, viennent s'ajouter par hectolitre :

De 1 à 100 hectolitres ... 1 voix
De 100 à 500 hectolitres ... 2 voix
De 500 à 1.000 hectolitres ... 3 voix
De 1.000 à 2.000 hectolitres ... 4 voix
De 2.000 et au-dessus ... 5 voix

Les commerçants en vins disposeront :

Jusqu'à 5 francs de taxe proportionnelle 1 voix
De 5 à 25 francs ... 2 voix

De 25 à 50 francs.. ... ... 3 voix
De 50 à 100 francs ... ... 4 voix
De 100 francs et au-dessus ... ... 5 voix

En totalisant les voix, on obtient un nombre qui représente la puissance de la section communale.

LES REVENDICATIONS

Bien souvent, les ouvriers et les petits propriétaires qui luttèrent en 1907 évoquent ces souvenirs. Et presque toujours se pose la question : les gros nous ont roulés, mais qu'eût-il fallu faire alors ?

Il faut tout d'abord ne jamais oublier que les causes fondamentales de la crise de 1907, comme des autres crises économiques, résident dans le désordre de la production, c'est-à-dire dans la structure de notre régime capitaliste. Elles ne pourront disparaître qu'avec lui et il n'était possible, en 1907, que d'apporter des solutions partielles. D'où la nécessité, pour les ouvriers agricoles et les paysans travailleurs, non seulement d'imposer des mesures d'effet immédiat pour atténuer la crise, mais de l'utiliser pour s'emparer de positions de défense en vue de l'avenir.

Comme mesures immédiates (pour 1907) nous en voyons de trois sortes :

1° Répression sérieuse de la fraude et droit permanent de contrôle aux syndicats de paysans travailleurs.

2° Arrêt des plantations intempestives de la vigne en Algérie et dans le reste de l'Afrique du Nord.

3° Allègement des charges pesant sur les travailleurs de la terre, c'est-à-dire :

a) Suppression de l'impôt foncier sur la terre des paysans qui l'exploitent avec le concours de leur famille et sans le concours permanent de main-d'oeuvre salariée, la terre étant, dans ce cas, non pas un capital, mais un instrument de travail, au même titre que l'établi du menuisier ;

b) Diminution des tarifs de transports pour les vins, les produits alimentaires de première nécessité et pour les produits industriels indispensables à la production agricole.

4° Mesures tendant à accroître la consommation, c'est-à-dire :

a) Soutien par les paysans travailleurs contre les gros propriétaires des revendications de salaires des ouvriers agricoles et des ouvriers industriels. Versement par l'Etat aux ouvriers de secours de chômage prélevés, par des taxes spéciales, sur les gros propriétaires et gros négociants en vins.

b) Allocation de vin aux soldats et défense de leurs revendications (gratuité des voyages de permission, augmentation de celles-ci, élévation du prêt, etc...)

De telles mesures auraient été nécessaires en 1907 pour protéger les viticulteurs français. En ce qui concerne les vins algériens, on ne peut mettre sur le même terrain la production viticole en

Algérie et celle de la France : en effet, la production viticole en Algérie appartient à une poignée de grandes sociétés capitalistes et à de gros colonialistes.

Cette production viticole intensive gêne la production française en temps normal. Elle va aussi contre les intérêts de la population algérienne, puisque l'immense masse des populations d'Algérie étant musulmane, sept millions d'habitants sur huit ne boivent pas de vin. Enfin, les gros colons qui tiennent la viticulture algérienne sont en majorité des fascistes qui ont ouvertement collaboré avec Rommel en lui fournissant le vin dont il avait besoin pour ses troupes, et l'alcool et le tanin également.

Dans ces conditions, les gros capitalistes viticoles d'Algérie ne peuvent pas être placés sur le même plan que la masse des viticulteurs français.

DEMAIN

LA DEFENSE DE L'AVENIR DES PAYSANS

Le grandiose mouvement de 1907 a montré l'énorme puissance du mouvement de masse paysan, la force irréductible de l'action organisée et vigoureuse des petits propriétaires et des ouvriers agricoles.

Quelles leçons s'en dégagent :

I. - NECESSITE DE L'ALLIANCE OUVRIERE ET PAYSANNE

Au cours du développement de la lutte, les petits paysans ont pu se convaincre que leurs intérêts sont en complète contradiction avec ceux des gros propriétaires terriens et grands capitalistes industriels. Par contre, ils ont constaté qu'ils avaient des alliés décidés et sûrs : les ouvriers.

En 1907, en effet, les syndicats ouvriers menèrent la lutte jusqu'au bout pour appuyer le mouvement paysan. Et les fils d'ouvriers et de paysans en uniforme, les soldats, furent aux côtés des travailleurs.

L'alliance des paysans travailleurs avec les ouvriers de la terre et des usines est donc l'instru-

ment de la victoire, a dit Lénine.

Nous pouvons vous donner nous, ouvriers, et nous vous donnerons ce que les paysans pauvres veulent et cherchent sans toujours savoir où et comment le chercher. Ouvriers, nous défendons CONTRE LES CAPITALISTES nos intérêts et, en même temps, ceux de l'immense majorité des paysans...

Les ouvriers sont de vrais patriotes, comme les paysans. D'ailleurs, les terribles malheurs de la France, de 1939 à 1945, ont consolidé cette alliance. Les paysans ont vu les ouvriers révolutionnaires se battre pour eux. Eux-mêmes les ont cachés, nourris, ils les ont connus de près en donnant ainsi de magnifiques combattants F.T.P.. A l'heure actuelle, les ouvriers apparaissent aux paysans pour ce qu'ils sont : des patriotes conséquents. Ils peuvent donc s'entendre ensemble contre les gens des trusts.

Cette alliance ouvrière paysanne toujours demandée par les communistes - consolidée par la lutte contre l'occupation hitlérienne, contre les pillards nazis et leurs valets de Vichy - s'est solidement maintenue depuis la libération du territoire.

Aujourd'hui, l'effort commun des ouvriers et des paysans permet seul à notre pays de se rétablir de quatre années de pillage et de sauvegarder réellement son indépendance. Les paysans connaissent le courage et l'esprit patriotique des ouvriers qui, malgré de dures conditions de vie, de ravitaillement et de salaires, augmentent sans cesse, par leur effort tenace, la production d'engrais, de produits chimiques, de sulfate de cuivre, de charbon, de vêtements,

de tracteurs. de machines et de moyens de transport. Ils savent comment les communistes ont été les grands entraîneurs de la Renaissance de la France, comme ils étaient ceux de la Libération nationale.

Unis, ouvriers et paysans remporteront de nouvelles victoires sur leurs ennemis communs, les rapaces des trusts sans patrie qui sont aussi les ennemis de la France et de la République.

II. - NECESSITE DE L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE

1907 a prouvé également aux paysans la nécessité d'une organisation professionnelle. Les *comités de défense viticole* en étaient le germe. Mais ils n'étaient pas suffisants. En effet, ils ne comprenaient pas que des personnalités choisies parmi les plus actives de la commune, ce qui ne veut pas dire que ces personnalités étaient celles qui représentaient le mieux les intérêts des vignerons.

Mais ils constituaient une force qui orientait et dirigeait les viticulteurs. Et au sein des manifestants apparaissait cependant une autre forme, coordonnée, celle des syndicats ouvriers.

La puissance que donne l'organisation apparut avec tellement d'évidence que du grand mouvement a surgi la C.G.V.

La défense des intérêts des paysans exige donc aujourd'hui comme il y a quarante ans, qu'ils s'organisent : syndicat pour les ouvriers agricoles, syndicat d'exploitants pour les petits et moyens

propriétaires, syndicat agricole ou cave coopérative pour chaque commune, etc.... répondent à ce besoin. Mais il est nécessaire de coordonner toutes ces forces, c'est aujourd'hui le rôle de la C.G.A. dans chaque départements, qu'il s'agisse de petits propriétaires, de métayers ou de fermiers, ou de la section départementale de la Fédération de l'Agriculture (C. G.T.), qui groupe les ouvriers agricoles.

Bien entendu, l'organisation sera efficace si les paysans travailleurs en assurent eux-mêmes la direction, c'est-à-dire si avant tout elle est démocratique. Non seulement dans ses statuts, mais encore dans son existence même.

III. - UNE CLAIRE ORIENTATION POLITIQUE

Mais ce qui manqua surtout au mouvement, ce fut une orientation nette. Or, le mot d'ordre « Pas de politique », qui dominait les manifestations, livra sans défense les viticulteurs à la politique réactionnaire dès que celle-ci voulut frapper, c'est-à-dire au lendemain de la mutinerie du 17e.

Certes, le mot « politique » implique, dans le Midi plus qu'ailleurs, l'idée de divisions violentes. Et souvent injustes et injustifiées. Dans ce sens, les vignerons de 1907 avaient raison de le rejeter. Mais, si l'on prend le mot « politique » dans le sens « politique de défense » effective des intérêts de toute la population laborieuse, il apparaît indispensable. Il faut en effet, *savoir où l'on va*. La défense des intérêts des « *gueux* » allait évi -

demment en sens contraire de celle de la poignée de grands propriétaires et, à plus forte raison des sociétés capitalistes terriennes. Et parce qu'il n'y avait pas d'orientation claire du mouvement (pas de politique en apparence), il n'obtint que quelques avantages et créa une association dans laquelle les intérêts des petits sont écrasés par ceux des gros (la C.G.V.).

Cette indécision permanente apparut avec éclat dans l'attitude de Ferroul et du comité d'Argelliers se laissant arrêter alors que la population tenait à la direction qu'elle s'était donnée : le Comité central de défense viticole.

Elle apparut encore plus dans la faute commise par Marcellin Albert, manoeuvré comme un enfant par Clémenceau, et discrédité en quelques heures. Voilà à quoi aboutirait le « pas de politique »

Or, aujourd'hui, les populations paysannes ont vu devant elles un parti qui sait les défendre. En particulier, dans le Languedoc et le Roussillon, les paysans ont constaté qu'un parti ouvrier, d'un type nouveau, le parti des communistes, a su prendre en mains leurs intérêts les plus immédiats, comme les plus lointains. C'est parce que, depuis 25 ans, les communistes ont lutté avec succès pour les revendications des ouvriers agricoles, pour celles des propriétaires viticulteurs, autant que pour celles des ouvriers industriels, des commerçants et des intellectuels des villes, c'est pour cela que le Parti des communistes est devenu si puissant dans ces départements.

Chaque élection le démontre : les communistes ont maintenant des députés dans tous les départements viticoles, de nombreux conseillers généraux, maires et conseillers municipaux. Les populations laborieuses ont ainsi reconnu qu'ils ont su défendre avec succès leurs intérêts les plus petits, les plus immédiats.

Et qu'ils savent en même temps indiquer la voie d'avenir pour établir dans le pays le bonheur dans la paix et la démocratie.

Ainsi, les communistes, parce qu'ils ont une politique en faveur de tous les travailleurs, parce qu'ils savent la faire prévaloir, ont reçu la plus haute marque de confiance qui soit, celle d'être élus aux postes représentatifs.

L'existence aujourd'hui d'un puissant Parti communiste dans les départements viticoles, comme dans les autres départements paysans et industriels, est la garantie qu'en dépit des crises économiques, inévitables dans le régime capitaliste, les travailleurs de la terre ont un parti capable de les défendre avec succès, parce que pratiquant la politique des travailleurs, la politique de l'immense majorité du peuple, politique scientifique, définie par ces génies qui ont noms Lénine et Staline. Aussi, à l'inverse de 1907, l'avenir de la paysannerie française, intimement lié à celui de la classe ouvrière, est maintenant assuré dans l'immédiat et dans la perspective d'une France que nous créerons vraiment démocratique, laïque et sociale.

N O T E S

1. Les chiffres de la production moyenne de 1851 à 1929, ont été donnés dans la «Voix Paysanne», du 29 juin 1929.

2. Jules RIVALS : «L'âme terrienne (Argelliers 1907)». Editeur J.P. Polère, 1914.

3. Kroupskaia raconte comment durant son séjour à Paris en 1910-1912, Lénine sortant des réunions politiques, chantonnait en rentrant le «Salut, salut à vous, braves soldats du 17e».

4. LENINE 29 août (11 septembre) 1917. «De l'Alliance des ouvriers et des paysans ». (Petite bibliothèque Lénine, Bureau d'Editions, 1936, p.46).

BIBLIOGRAPHIE

I. - Augé-Laribé « LA VITICULTURE INDUSTRIELLE DU MIDI DE LA FRANCE ». (Giard et Brière, Paris, 1907).

II. - Almanach Ouvrier et Paysan - 1947, édité par l'Humanité. (La Levée des Gueux, par André MARTY.)

III. - Jules RIVALS : « L'AME TERRIENNE ». (Carcassonne. Ed. Polère, 1914.)

IV. - Maurice Leblond : « LA CRISE DU MIDI » - Etude historique. (Charpentier, Paris 1907.)

V. - Jean FOURNEL : « Avec CEUX D'ARGELLIERS ». (Editions Languedociennes,)

VI. - César Boyer : « AU PAYS DES GUEUX ». (Paris, 66, rue d'Alsace, 1907).

VII. - Mémoires de Marcellin Albert - Castera. (Libraire Universelle, Paris, 20 rue Saint-Marc)

VIII. - VIN ROUGE de PIERRE ETIENNE MARCEL. (n°2, Editions Occitanes, Toulouse.)

TABLE DES MATIERES

I. - Causes et débuts de la crise de 1907

- « Le Rédempteur » 13
- Le Tocsin 15
- Les Gueux se lèvent 16
- Action convergente d'intérêts divergents 22

II. - Levée révolutionnaire.

- La Bataille 28
- La mutinerie du 17e 31
- Le traquenard de Clémenceau 35

III. - Résultats et avenir.

- La Confédération Générale des Vignerons 38
- Les Revendications 40

Demain.

- Nécessité de l'alliance ouvrière et paysanne 43
- Nécessité de l'Organisation professionnelle 45
- Une claire Orientation Politique 46

Editions Norman Béthune
Imprimé par nos soins
Paris, 1972